

Le budget—Le très hon. J. N. Turner

C'est vrai, la dette publique est énorme, mais ce n'est pas le ministre qui est responsable des chiffres proposés dans le budget—et on arrive à 29,8 milliards de dollars ou encore 29,5 milliards de dollars selon le document que l'on lit. Ces données ont été dictées par Wall Street. Également par le marché international. Aussi par ses amis investisseurs, ici, aux États-Unis et à l'étranger, qui avaient perdu confiance dans le premier ministre et dans le gouvernement.

Mes collègues et moi-même avons questionné le ministre des Finances (M. Wilson) quand le dollar a commencé à chuter il y a trois ou quatre semaines. Nous lui avons demandé ce qu'il comptait faire, quelle était sa politique, celle du gouvernement, s'il allait soutenir le dollar aux dépens des taux d'intérêt, ou s'il allait laisser s'exercer le jeu du marché? Le ministre n'a pas répondu, et jour après jour, la confusion grandissait sur les marchés. Ce n'étaient pas les spéculateurs de Chicago; c'étaient les Canadiens et d'autres personnes à l'étranger qui ne pouvaient comprendre l'orientation du gouvernement. Finalement, en réponse à une des questions que je lui ai posée une semaine à peu près avant le budget, le ministre n'a pu éviter de me répondre d'attendre le budget, que tout allait s'arranger, que l'exposé budgétaire allait stabiliser le dollar.

Ce budget a été influencé par des forces extérieures. C'est la première fois dans notre histoire qu'un ministre des Finances a été obligé par des forces échappant à son contrôle d'établir la structure économique et la position financière de notre pays. Ce budget ne s'adressait pas aux Canadiens; il était censé satisfaire nos maîtres à l'étranger.

Malgré le ton assuré du ministre des Finances et du premier ministre, malgré les deux budgets qui s'en sont pris aux Canadiens à revenus faible et moyen, le gouvernement ne peut pas vraiment s'enorgueillir d'une réduction du déficit. La Presse canadienne, dans un article publié aujourd'hui dans de nombreux journaux canadiens, a démontré ce que j'ai tenté de prouver à la Chambre à plusieurs reprises. Le gouvernement a hérité d'un déficit de 32 milliards et il le fait maintenant passer à 29,5 milliards de dollars. Ces chiffres sèment le doute dans notre esprit, car nous n'acceptons pas les hypothèses sur lesquelles le gouvernement s'est basé pour prévoir ses recettes et ses dépenses. Le déficit était de 32 milliards de dollars il y a 18 mois et il est maintenant de 29,5 milliards de dollars. Il n'y a pas de quoi être fier, ce n'est guère un succès, mais je le répète, les chiffres ont été décidés par des forces indépendantes de la volonté du ministre. Le budget ne s'adresse pas aux canadiens ordinaires, mais aux magnats de la finance et de la Bourse de New-York.

Le ministre déploie des efforts sans précédent, pour faire accepter le budget dans le monde entier. Je me rappelle d'une époque où le ministre des Finances déposait son budget et les motions de voies et moyens et laissait fondamentalement les gens juger eux-mêmes la valeur des mesures qu'il renfermait. Nous accordons maintenant plus d'importance aux relations publiques. Je suppose que l'on me doit la coutume voulant qu'après la présentation du budget, les correspondants financiers soient invités pour le petit déjeuner et les membres de la tribune de la presse, pour le déjeuner, mais je n'ai pas jugé alors bon de me balader dans tout le pays, pour faire accepter mon budget. Dieu merci, je n'ai pas eu à envoyer mon sous-ministre à Los Angeles, Chicago ou New-York. Or, la semaine prochaine, le ministre enverra probablement son sous-ministre

en première classe, accompagné d'une bande de collaborateurs, en Europe, afin de voir ce qu'ils peuvent faire pour que le calme règne à nouveau sur les places financières.

M. Gustafson: Vous n'avez pas osé.

M. Turner (Vancouver Quadra): J'ai entendu l'interjection de mon vis-à-vis. Nous n'avions pas à nous inquiéter d'un dollar à 69 ou 70 c. Il valait alors, en devises américaines, \$1.02, \$1.03 ou \$1.04, et personne ne nous dictait le budget que nous devions présenter.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): Comme je l'ai dit hier à la Chambre, le ministre est une marionnette qu'on manipule...

[Français]

... une marionnette, monsieur le Président, une marionnette des marchés internationaux. Ce n'est pas un budget pour les Canadiens, c'est un budget pour plaire aux financiers internationaux, aux financiers, aux hommes d'affaires, aux entrepreneurs internationaux. Et même eux, ils ne sont pas satisfaits. Depuis le budget, le dollar a encore tombé, le ministre n'a pas gagné la confiance des marchés, les hommes d'affaires examinent les chiffres, ils trouvent que les chiffres et les projections, les prévisions du ministre, ne sont pas valables.

[Traduction]

Ils ont examiné attentivement les chiffres à Toronto, à Vancouver, à Montréal et à Edmonton; ils ont examiné les chiffres à New York; ils ont examiné les chiffres à Londres, en Angleterre; et ils ont jugé que ces chiffres n'étaient pas réalistes. Ainsi, le prix mondial du pétrole a été estimé à \$22.50 U.S. le baril pour cette année; ce matin, le prix est tombé en-dessous de \$12 U.S. Le ministre a peut-être appris directement du Cheik Yamani ou de l'Arabie Saoudite des nouvelles que nous ignorons totalement. Mes collègues ont essayé de tirer des renseignements du ministre des Finances cet après-midi, et de sa collègue la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M^{lle} Carney). Lorsque le pétrole se vend \$12 U.S. le baril au lieu de \$22.50 U.S., cela fait une différence de plus de 1 milliard dans les prévisions de recettes. Rien qu'à cet égard, il y a une erreur de 1 milliard dans le budget.

Le député de Cape Breton-The Sydneys (M. MacLellan) a pris bien soin de signaler cet après-midi, pendant la période des questions, que ce serait déjà assez grave que les projections du ministre soient fausses mais qu'en outre, le ministre se contredit dans son document. A la page 21 du document intitulé *Vers une expansion soutenue: Perspectives économiques du Canada, 1986-1991*, paru en même temps que le budget, on dit que le prix du brut léger d'Arabie saoudite pour l'année civile 1986 est de \$23.88 U.S. Deux pages plus loin, dans le même document, on dit que le prix sera de \$22.50 U.S. pour le reste de l'année 1986. Le ministre a dit à plusieurs reprises à la Chambre que la projection de \$22.50 s'applique à l'année financière 1986-1987, qui n'a pas encore commencé. Il a déclaré hier qu'il s'en tiendrait à \$22.50. S'en tiendra-t-il aussi à \$23.88? S'agit-il d'une part de l'année civile et d'autre part de l'année financière? Comment concilier les deux? Qui faut-il croire? Faut-il croire le ministre ou son document budgétaire? Il n'est pas étonnant que les gens d'affaires restent perplexes devant les documents budgétaires.